aussi arrogants qu'ils l'ont été jusqu'à présent et finissent par comprendre que ce que nous voulons n'est rien d'autre que quelque chose de raisonnable.

Nous ne voulons pas être réduits au silence par la volonté d'un ou deux ministres. Nous ne voulons pas que la population soit privée de s'exprimer, par l'entremise de ses députés, à la Chambre des communes, et ceci, monsieur l'Orateur, ne s'applique pas seulement aux députés de l'opposition. En effet, tout en faisant taire les députés de l'opposition, la mesure ferait taire également les députés de l'autre côté de la Chambre. Je ne puis comprendre qu'à certaines occasions les «back-benchers» de l'autre côté de la Chambre n'aient pas quelque chose à dire pour sauvegarder les intérêts de leurs commettants.

Je fais appel à mes amis d'en face, les «back-benchers». Je les implore de faire tout leur possible pour faire comprendre aux «front-benchers» de leur parti qu'il y va de l'intérêt de la nation, qu'il y va des meilleurs intérêts d'une démocratie bien comprise, que nous puissions, à la Chambre, en tout temps, représenter les aspirations de nos commettants.

M. Ryan dit également, et je cite:

Le gouvernement n'avait donc pas, à cette session-ci, de motif sérieux de se plaindre de tactiques obstructionnistes des partis d'opposition.

Un seul cas s'est présenté à vrai dire: ce fut celui du bill omnibus, dont l'adoption fut retardée exagérément par le groupe créditiste. Mais ce cas ne justifiait pas, à lui seul, la présentation d'un règlement comme 75c.

Le gouvernement aurait pu tirer parti de ce climat favorable pour pousser plus loin la collaboration entre les hommes libres qui forment le Parlement. Au lieu de cela, il a préféré mettre de l'avant un règlement qui équivaldrait à transformer le Parlement en un collège. Inacceptable au plan des principes, cette attitude trahit, au plan pratique, une méconnaissance regrettable de cet aspect humain sans lequel les plus beaux projets technocratiques sont voués à la stérilité.

Voilà, monsieur l'Orateur, des conseils que les honorables députés d'en face feraient bien d'étudier avec toute la considération que la gravité des circonstances nécessite.

Qu'il me soit permis, faute de temps, de ne mentionner que le titre de quelques autres articles qui ont été publiés, relativement à la proposition présentée à la Chambre par le président du Conseil privé.

Dans le journal *Montréal-Matin* du jeudi 10 juillet dernier, M. Clément Brown, dans un article intitulé: «Obstination déplorable», écrivait que le gouvernement Trudeau n'ajoutera rien à son prestige en voulant forcer l'adoption de cet article 75c.

Et dans l'*Ottawa Citizen* du 4 juillet dernier, on pouvait lire un article coiffé du titre suivant:

[Traduction]

«Droits menacés. Règle de clôture trop rigoureuse.»

[Français]

Dans le journal *The Gazette* du 14 juillet, on pouvait lire ce qui suit:

[Traduction]

«Un compromis s'impose dans le débat sur le Règlement.»

[Français]

Et dans cet article, on pouvait lire le paragraphe suivant:

[Traduction]

Le gouvernement serait malavisé d'imposer l'article 75c proposé. S'il est adopté, tout gouvernement majoritaire aura le pouvoir de limiter le débat n'importe quand. C'est un pouvoir énorme. Et qui est inutile.

[Français]

Plus loin, on pouvait lire, et je cite:

[Traduction]

Si le gouvernement veut vraiment limiter les débats, assurément l'article 75b devrait suffire. Pourquoi proposer les dispositions encore plus rigoureuses de l'article 75c?

• (3.20 p.m.)

[Français]

Je répète, monsieur l'Orateur, que nous ne demandons rien d'autre que ce qui est raisonnable. Nous demandons la possibilité de nous faire entendre aussi souvent que les circonstances nous y obligent, à titre de représentants du peuple, afin d'exprimer l'opinion de la population.

J'ose croire que les députés d'en face voudront prendre en main les destinées de ce Parlement et ne feront rien qui viserait à diminuer l'importance des délibérations de cette enceinte. Si l'on en vient à priver les députés de leur droit de parole, par l'article 75c, ce sera un jour bien triste. Ce jour-là arrivera lorsque le gouvernement, grâce à la majorité de ses membres, réduira au silence les représentants du peuple.

J'espère que les députés—les nouveaux venus spécialement—de l'autre côté de la Chambre voudront s'unir à nous et opposer la voix de la raison à l'arrogance de ceux qui occupent les banquettes d'avant du parti libéral.

[Traduction]

M. Lloyd Francis (Ottawa-Ouest): Monsieur l'Orateur, avant-hier un député de l'autre côté de la Chambre, qui est présent en ce moment, le député de Prince Edward-Hastings (M. Hees), a signalé que la réduction de la durée des discours serait une réforme efficace pour la Chambre. Moi-même et d'autres députés trouvons cette observation fort